Marion Carrel et Catherine Neveu (dir.),
*Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée
des pratiques citoyennes*

Etienne Bourel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/pa/431>

DOI : 10.4000/pa.431

ISSN : 2273-0362

Éditeur

Université Lumière Lyon 2

Édition imprimée

Pagination : 203-205

ISBN : 1634-7706

ISSN : 1634-7706

Référence électronique

Etienne Bourel, « Marion Carrel et Catherine Neveu (dir.), *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes* », *Parcours anthropologiques* [En ligne], 10 | 2015, mis en ligne le 08 octobre 2015, consulté le 18 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/pa/431> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pa.431>

Marion Carrel et Catherine Neveu (dir.)

Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes, Paris, Karthala, 2014, 328 pp.

Etienne Bourel

Université Lumière Lyon 2, CREA

Pour peu que la prise en compte d'un spectre large d'expressions ou de modes d'actions ne soit pas récente en anthropologie politique, leur valorisation dans les plus divers aspects des mondes sociaux semble relever d'une entreprise toujours davantage nécessaire. Suivant cette optique, Marion Carrel, Catherine Neveu et l'ensemble des contributeurs de cet ouvrage ont souhaité comprendre différentes pratiques citoyennes potentiellement qualifiées de « mineures ». Dans le prolongement d'analyses mettant en tension fabriques locales du politique et espace public (Leclerc-Olive, 2006), la perspective proposée s'inscrit dans une critique de la conception habermassienne de la citoyenneté, estimée trop désincarnée pour en saisir les « dimensions pratiques, corporelles et relationnelles » (p. 17). Ce sont donc aux « signaux faibles », aux « pratiques ordinaires de la citoyenneté » que nous sommes invités à porter attention. Signaux et pratiques décelables dans une multiplicité d'arrangements et d'espaces, souvent à distance des dispositifs étatiques conventionnels ou en prises particulières avec eux.

Si l'ouvrage s'inscrit bien dans une contemporanéité du champ de l'anthropologie politique (Abélès, 2014), il prolonge également des investigations philosophiques engagées il y a plus d'un siècle quant aux possibilités d'appréhension et de description de l'« ordinaire » (Chauviré, 2010). Plus en avant et dans une approche presque vitaliste de la citoyenneté, l'ouvrage fait écho à la récente proposition de Jacques Rancière visant à saisir (pour lui, dans la littérature, la poésie ou le théâtre « modernes ») « une totalité atmosphérique, une totalité diffuse composée de particules discrètes qui se substitue au modèle organique du tout » (2014 : 39). Marion Carrel et Catherine Neveu présentent ainsi trois « pas de côté » pour procéder au renouvellement des recherches sur la thématique abordée (p. 7). Sur le plan méthodologique, les auteur(e)s du livre ne sont pas parti(e)s de définitions préalables de la citoyenneté mais ont réfléchi avec les personnes rencontrées et à partir de leurs pratiques. En conséquence, ce sont autant de moments et de lieux, d'espace-temps qui sont considérés et appréhendés comme politiques, ceci sans passer sous silence leurs historicités ainsi que les représentations et imaginaires qui contribuent à les mouvoir.

Suite à différentes enquêtes menées en terrain urbain (à Montréal, Marseille, Barcelone, Toulouse, Lyon et Saint-Etienne), le chapitre du GRAC (Groupe de Recherche Action) porte le regard sur les attachements de proximité, les réagencements de liens en contexte changeant. Dans une filiation assumée de Michel de Certeau, où les tactiques sont entendues comme de pleines capacités, l'analyse vise à dépasser l'opposition entre institution et expérimentation pour « finalement restituer ces associations d'humains et de non-humains » (p. 55) que constituent les « milieux » dont les auteurs rendent compte.

Au croisement de la sociologie et du droit, Gülçin Erdi Lelandais interroge la justice spatiale à Sulukule et Hasankeyf, deux villes turques où différentes communautés se sont regroupées pour échapper à l'ostracisme et l'exclusion sociale et politique. Lors de la mise en place de projets d'aménagement urbains, les résistances des habitants ont constitué autant d'expressions de leurs subjectivités, de leurs attachements aux lieux et, ainsi, d'une conception relationnelle et non-utilitaire de la ville appelant reconnaissance et considération. Ces deux dernières problématiques sont également au centre du chapitre d'Alexandra Bidet et Erwan Le Méner puisqu'ils y détaillent les motifs de signalements de sans-abri au 115. Trois mouvements typiques, articulant chaque fois spécifiquement les responsabilités respectives de la société civile et de l'Etat, sont distingués : l'indignation, l'inquiétude et la responsabilité. Il en ressort que si l'indifférence des passants-citoyens n'est pas si courante, les auto-attributions de responsabilités individuelles n'en sont pas moins limitées.

Membre du GRAC, Laetitia Overney revient ensuite plus en détails sur une longue recherche (ayant abouti à un doctorat) menée au cours de la réhabilitation du quartier de la Duchère, à Lyon. Ceci lui permet d'envisager une « plastique de la citoyenneté, autrement dit considérer les habitants comme modelant leurs pratiques citoyennes, sans chercher à les fixer dans des modèles pré-construits » (p. 133). Elle propose une « typologie des formes de vigilance » des personnes concernées (p. 148), à travers trois régimes (historicité, quotidienneté, réflexivité), montrant ainsi leur engagement et leur participation politique ordinaire, réhabilitant leurs compétences. C'est également à des questions de rénovations urbaines (en Île-de-France, à Montpellier et à Perpignan) que s'est intéressée Agnès Deboulet, à la faveur des formes de coopération d'acteurs et de collectifs qu'elles ont pu générer. Décrivant une pluralité de processus d'implication, le chapitre analyse l'aléatoire et l'inattendu de participations associatives, dans leurs élaborations, configurations et conséquences.

Avec un goût pour l'étymologie quelque peu provocateur (ou relevant d'une scolastique déplacée, c'est selon...), Maxime Vanhoenacker décrit les formes « indigènes » de la citoyenneté dans le scoutisme laïque des Eclés (mouvement des Eclaireuses et Eclaireurs de France). L'accent est mis sur le

décalage entre les occurrences du mot « citoyenneté » dans les documents pédagogiques ou administratifs et son absence relative dans les routines de groupe. En traquant les formes concrètes, l'auteur passe d'une définition abstraite à une compréhension concrète, opératoire, située et incarnée du terme. Entre la France et le bassin du fleuve Sénégal, Patrick Gonin et Nathalie Gotlok abordent les projets de « développement par le bas » que constituent les travaux menés par les migrants entre ces deux régions (le plus souvent à distance). En ressort la dimension interstitielle de leur position, où l'utilité des dons et investissements souffre d'un défaut de reconnaissance expliqué par leurs absences des sites. Les engagements ici décrits n'en font pas moins ressortir ce caractère général de la citoyenneté, que d'être toujours en devenir, toujours à conquérir.

C'est, enfin, au cours d'un long chapitre que Françoise Navarre analyse les ressorts de la tarification scolaire. Malgré une opposition frôlant la caricature entre « gouvernants » et « gouvernés » (surtout dans un contexte de « domination » somme toute modérée – quoi qu'en dise l'actualité politique du moment), l'auteure propose une analyse détaillée des raisons pour lesquelles chaque acteur ou groupe d'acteurs refuse l'idée de gratuité pour les repas pris dans les cantines. Si les arguments sont divers, la prise de position est quasi-unanime pour considérer la gratuité comme a-citoyenne. D'un ton plus libre, Jacques Ion conclut l'ouvrage d'une postface où il en vante les mérites. Il insiste ainsi sur la pertinence d'une compréhension de la citoyenneté partant de la vie quotidienne des acteurs. Au regard des chapitres précédents, la modélisation légèrement décalée (entre globalisation et processus d'individuation) qu'il donne arrive comme un rétro-éclairage original et intéressant sur l'ensemble, terminant cet épais volume d'une bouffée d'air agréable.

BIBLIOGRAPHIE

Marc ABELES, *Penser au-delà de l'Etat*, Paris, Belin, 2014.

Christiane CHAUVIRE, « La philosophie comme description de l'ordinaire chez Peirce et chez Wittgenstein », *Archives de philosophie*, vol. 73, n°1, 2010, pp. 81-91.

Michèle LECLERC-OLIVE (dir.), *Affaires locales. De l'espace social communautaire à l'espace public politique*, Paris, Karthala-GEMDEV, 2006.

Jacques RANCIERE, *Le fil perdu. Essais sur la fiction moderne*, Paris, La fabrique, 2014.